

● (1730)

A propos de toute cette question, puisque, au fond, il s'agit d'emplois, la députée peut-elle nous dire, selon les prévisions de son parti, combien d'emplois nous allons perdre? Si elle se rappelle bien, son chef avait annoncé que l'exposé économique de novembre 1984 nous en ferait perdre 200,000 et, selon le porte-parole de son parti en matière de finances, le budget de mai allait provoquer 100,000 pertes d'emplois. Je lui signale que le député d'Oshawa (M. Broadbent) parlait, lui, de 55,000 pertes d'emplois après le budget de mai.

La députée peut-elle préciser combien d'emplois va nous coûter ce budget s'il est aussi terrible qu'elle le dit?

Mlle Nicholson: Monsieur le Président, le député m'a posé deux questions dont la première concernait les effets du prix du pétrole. Je conviens avec lui que, à long terme, et c'est également ce qu'en dit, je pense, le Conseil économique, la baisse du prix du pétrole va stimuler notre économie et entraîner les effets souhaitables qu'il a mentionnés. Mais, à court terme, cette diminution va priver le gouvernement de recettes importantes sur lesquelles il compte dans son budget.

Il me semble, monsieur le Président, que nous avons tous deux raison. Les conséquences à long terme de la chute du prix du pétrole sont certes souhaitables mais, à brève échéance, le gouvernement ne réussira pas à réduire le déficit selon les chiffres qu'il a annoncés.

En ce qui concerne les emplois, nous en avons perdu beaucoup en raison du budget de novembre. Il faut tenir compte du fait que, même s'il se crée des emplois, il s'en perd un très grand nombre. En Ontario d'abord, dans le secteur de la fabrication, par exemple, les pertes ont été très nombreuses. Les emplois qui sont créés ne sont pas toujours de même qualité que ceux qui ont été supprimés.

C'est ainsi que dans une ville que je connais, lourdement tributaire de la sidérurgie, il y a des centaines de métallurgistes syndiqués qui ont perdu un emploi relativement bien payé. Il y en a maintenant qui travaillent, mais à \$4 l'heure. Il y a beaucoup de ce genre d'échanges qui se pratiquent, et il se crée beaucoup d'emplois à temps partiel.

L'autre chose qu'il ne faut pas oublier, c'est que le procédé utilisé par Statistique Canada pour noter la croissance de la main-d'œuvre soulève des problèmes, même si c'est le procédé utilisé internationalement. Quiconque a travaillé une heure au cours du mois précédent est considéré comme faisant partie de la main-d'œuvre active et pourvu d'un emploi. Quiconque n'a pas cherché de travail au cours d'une période donnée—je pense que c'est également la période d'un mois—n'est pas du tout considéré comme faisant partie de la main-d'œuvre active.

Tant qu'il n'y aura pas d'amélioration au procédé international de tenue des statistiques d'emploi, il va y avoir beaucoup de chômage déguisé, et les chiffres bruts sont muets sur la qualité ou la performance des emplois. Voilà un élément qui nous préoccupe également.

M. Nickerson: Monsieur le Président, je sais à quel point il est difficile de critiquer un budget qui est aussi bon, aussi juste et aussi équitable que celui-ci, mais les derniers propos de la députée ont piqué mon intérêt, quand elle a dit de façon absolument générale que c'était un budget comportant des impôts et encore des impôts, puis des dépenses et encore des dépenses.

Le budget—M. Vincent

J'inviterai la députée de Trinity (M^{lle} Nicholson) à examiner les chiffres. Elle verra que l'augmentation des recettes qui est annoncée est plutôt modeste en comparaison de la dette qu'il faut rembourser, dette qui a été entassée dans les années de gouvernement libéral. Il y a quelque chose comme 1.5 milliard d'augmentation de recettes sur une base d'environ 70 milliards, avec 2 p. 100 seulement d'augmentation des impôts.

Pour ce qui est des dépenses, et encore des dépenses, comme elle dit, j'inviterai la députée à revoir les chiffres. L'augmentation annuelle de la croissance des dépenses des programmes au cours des quatre ou cinq dernières années du gouvernement qu'elle appuyait s'établissait en moyenne entre 10 et 20 p. 100. Le budget actuel propose une croissance zéro des augmentations de programmes. Une croissance zéro! En fait, il est prévu une diminution d'environ 2 p. 100 des dépenses dans les programmes non statutaires.

Comment peut-on prétendre que ce budget ne contient rien d'autre que des impôts et des dépenses, encore et toujours? Rien n'est plus éloigné de la vérité.

Mlle Nicholson: De l'aveu même du ministre, les impôts vont augmenter de 3.4 milliards de dollars au cours de la prochaine année financière, de 5.2 milliards l'année d'après et de 8 milliards dans l'année financière 1990-1991. Voilà pour les impôts.

Quant aux dépenses, je le répète, jamais nous n'avions eu de prévisions aussi élevées que celles que le gouvernement a déposées l'année dernière. Celles de cette année accusent une hausse de 4 p. 100.

[Français]

M. le vice-président: Questions, commentaires? Débat. L'honorable secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Vincent) a la parole.

M. Pierre H. Vincent (secrétaire parlementaire du ministre des Finances): Monsieur le Président, c'est toujours un plaisir de prendre la parole en cette Chambre, principalement sur le budget qui a été déposé la semaine dernière, et pour lequel j'ai eu la chance de travailler pendant plus de trois mois.

Ce qui m'épate toujours lorsque j'entends les discours de l'opposition, c'est que si je regarde l'exposé économique de novembre 1984, si je regarde le budget de mai 1985 et si je regarde le budget de février 1986, l'opposition fait les mêmes discours. C'est la troisième fois qu'on entend les mêmes discours à ce niveau.

On ne parle pas, entre autres, des 580,000 emplois qui ont été créés depuis un an et demi. On ne dit pas que, pour une première fois dans l'histoire du Canada, en janvier 1986, 129,000 emplois ont été créés au pays. On ne parle pas de cela, monsieur le Président.

Pourtant, on entend les bons vieux discours de novembre 1984, de mai 1985 qui viennent dire que ce n'est pas bon, qui viennent dire que c'est un mauvais budget. Mais si l'exposé économique et le budget de mai 1985 avaient été si mauvais que cela, on n'aurait pas connu, en janvier 1986, la création de 129,000 emplois en un seul mois. Cela ne s'est jamais vu au Canada. Alors, monsieur le Président, je pense qu'il faudrait que l'opposition modifie un peu ses discours et change un peu le «tape».